



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquantième et unième session

6-15 février 2013

**Suivi du Sommet mondial pour le développement social
et de la vingt-quatrième session extraordinaire
de l'Assemblée générale : thème prioritaire :
promouvoir l'autonomisation dans les domaines
de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale,
du plein emploi et du travail décent pour tous**

Déclaration présentée par la Fondation internationale de la famille, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Le concept d'autonomisation

Un document de travail établi par le Comité du développement social en vue de la réunion du groupe d'experts sur la promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous, tenue du 10 au 12 septembre 2012 à New York, éclaire de façon très intéressante le sujet de l'autonomisation.

Le Comité constate en premier lieu que le terme lui-même ne fait guère l'objet d'un consensus et relève 30 définitions différentes dans la documentation disponible. En réalité, un ensemble très divers de facteurs – choix, liberté, capacité d'action, moyens, participation, maîtrise de son propre destin, augmentation des ressources et de la capacité et amélioration de la qualité de vie – contribue à créer un environnement propice à l'autonomisation. Il faut donc manifestement plus de clarté pour que cette dernière puisse devenir une norme viable et pratique permettant d'évaluer le développement.

En second lieu, l'autonomisation apparaît comme un processus, un aboutissement, ou les deux à la fois. On peut l'envisager sous différents angles clairement définis (social, économique, politique et juridique).

Le Comité du développement social constate que les dimensions normatives ou « spirituelles » de l'autonomisation, comme l'exemplarité éthique, l'action probe et le courage moral, contribuent également pour une bonne part à pérenniser le progrès social. Dans ce domaine, on s'intéresse non seulement aux capacités et aux ressources mais aussi aux ambitions sociales qui motiveront leur emploi.

Cela étant, le Comité définit l'autonomisation comme l'accroissement des moyens, le renforcement de la volonté et l'élargissement de la vision nécessaires pour que les individus deviennent des agents efficaces du bien-être de l'humanité.

Question de l'inclusion de la famille

Aux yeux de la Fondation, forte de son expérience et de ses antécédents, cette définition et les idées qui précèdent montrent l'importance de la famille pour l'autonomisation. Dans le monde entier, nous constatons qu'il est crucial, pour la plupart des gens, de bénéficier d'un environnement familial stable pour acquérir les compétences de base de l'existence. Les notions auxquelles on a précédemment fait appel pour définir l'autonomisation ont un lien très étroit avec cet environnement holistique et avec les compétences et motivations que l'on acquiert à la maison ou au prix d'un apprentissage beaucoup plus rude, dans le meilleur des cas.

Dans le document qu'elle a présenté à la réunion du groupe d'experts sur la promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous, Zitha Mokomane, du Conseil de la recherche sur les sciences humaines d'Afrique du Sud, analyse différents aspects de la question.

Les quatre dimensions de l'autonomisation de la famille

La famille et ses besoins ont une place évidente dans les quatre dimensions où s'inscrit l'autonomisation.

On entend par autonomisation sociale la levée des obstacles sociaux, politiques, juridiques et économiques qui s'opposent à la participation active de certains groupes à la société. Il ne fait aucun doute que dans de nombreux pays, ces obstacles empêchent les familles d'exprimer et de partager en public leurs points de vue. C'est pourquoi nous estimons que la reconnaissance sociale est la première étape vers l'autonomisation de la famille.

L'autonomisation économique permet aux populations marginalisées d'être plus libres de l'emploi de leurs ressources et de leurs choix de vie, en particulier en ce qui concerne les investissements dans la santé, le logement et l'éducation. C'est dans ces trois domaines essentiels que de nombreuses familles ont le plus souvent besoin d'aide pour remplir leur rôle. Nous considérons donc toutes les formes d'aide économique – avantages fiscaux, congés parentaux, bourses scolaires et autres services auxiliaires – comme la deuxième étape vers l'autonomisation de la famille.

L'autonomisation politique concerne avant tout les institutions publiques et sociales qui sont au service de la population. Elle suppose des pouvoirs publics plus réceptifs et une participation accrue des citoyens à la vie publique. Les efforts déployés par l'ONU et par d'autres institutions internationales pour donner la parole à la société civile doivent être salués et encouragés.

Enfin, l'autonomisation juridique signifie, d'un côté, la possibilité, pour les gens, de revendiquer et d'exercer leurs droits et, de l'autre, le renforcement des institutions pour qu'elles répondent mieux aux besoins de la population. Là aussi, les droits des familles sont souvent méconnus et elles ne peuvent se prévaloir d'aucun instrument juridique pour les faire respecter. Nous estimons donc qu'il faut se pencher en profondeur sur le respect des droits et de la famille, et aller de l'avant.

Dans le rapport qu'il a consacré en 2010 à la suite donnée à la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille et au-delà, le Secrétaire général estime qu'il reste encore un long chemin à parcourir, compte tenu du fait que la contribution de la famille aux objectifs de développement demeure elle-même grandement sous-estimée (A/66/62-E/2011/4, par. 9 et 10).

En ce qui concerne les dimensions dites normatives ou spirituelles de l'autonomisation, nous ajouterons – de nombreuses études en attestent – que, dans la famille, le bien-être n'est pas qu'une question de bonheur individuel mais dépend aussi de la capacité de chaque membre pour contribuer au bonheur d'autrui. Il n'est jamais fonction de la fortune personnelle mais plutôt de l'utilisation qui en est faite. Il n'est jamais directement lié aux ressources matérielles mais plutôt à leur emploi.

Autres points essentiels

Dans son rapport de 2011 sur la préparation et la célébration du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2014, le Secrétaire général souligne que la persistance des effets préjudiciables de la crise économique et sociale est source de nombreux problèmes pour les familles. (A/67/61-E/2012/3, par. 9). Il ajoute que, autre conséquence importante de la crise financière, à une

époque où la vulnérabilité et l'incertitude sont plus fortes, l'importance du rôle économique et social de la famille devient plus évidente (par. 10).

Conclusions et propositions

Pour faire dans les mois et années à venir de vrais progrès contre la pauvreté et vers l'intégration sociale, le plein emploi et un travail décent pour tous, nous devons amener à l'autonomie les personnes et les sociétés mais aussi les familles, lien le plus sûr entre les unes et les autres.

Le vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille est l'occasion de faire le point sur les problèmes que rencontrent les familles et d'engager la réflexion sur le soutien le plus approprié à leur apporter pour leur permettre de remplir leurs fonctions économique et de soutien, facteurs assurément importants de la stabilité et de la cohésion sociales.

Nous souhaitons donc rappeler, dans la mesure où elles peuvent être appliquées au reste du monde, les conclusions et recommandations issues de la réunion, en juin 2011 à Bruxelles, du Groupe d'experts sur la lutte contre la pauvreté des familles et l'exclusion sociale, la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale et la promotion de l'intégration sociale et de la solidarité entre les générations en Europe, que la Fondation a contribué à organiser dans le cadre des préparatifs de la célébration du vingtième anniversaire.

De même, nous soulignons et nous appuyons les recommandations suivantes, formulées dans la résolution 2012/10 du Conseil économique et social relative à la préparation et à la célébration du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille :

- Créer des institutions nationales ou des organes gouvernementaux chargés d'appliquer et de contrôler les politiques en faveur de la famille et de mener des recherches sur l'incidence que les politiques sociales ont sur les familles;
- Adopter des mesures efficaces pour octroyer des prestations axées sur la famille, notamment des programmes de protection sociale et d'aide financière visant à lutter contre la pauvreté des familles et à empêcher que la pauvreté ne se transmette de génération en génération;
- Renforcer les dispositions en faveur du congé parental, faire en sorte que les employés qui ont des responsabilités familiales bénéficient de formules d'organisation du travail modulables, notamment la possibilité de travailler à temps partiel et des modalités flexibles en la matière, favoriser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, encourager l'investissement paternel et soutenir une vaste gamme de structures d'accueil de qualité pour les enfants, en considérant qu'il importe de concilier vie professionnelle et vie familiale et en étant conscient du principe selon lequel c'est aux deux parents à la fois qu'incombe la responsabilité d'élever leurs enfants et d'assurer leur développement;
- Concourir, le cas échéant, aux préparatifs des réunions régionales organisées à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire de l'Année internationale et mettre en commun les bonnes pratiques et les données sur l'élaboration de politiques en faveur de la famille.